

Redessine-moi Bruxelles !

- ▶ Quel futur urbanistique pour Bruxelles ?
- ▶ Politiciens et promoteurs en débattaient ce mardi au cours d'une "table ronde" animée et éclairante.

L'urbanisme est décidément le thème à la mode de cette rentrée gouvernementale bruxelloise. En lançant avec fracas son ambitieux PDI (Plan de développement international), le ministre-Président Charles Picqué (PS) n'est pas étranger à ce phénomène. Mais qu'en pensent les acteurs du milieu, et où en est-on exactement dans la Région bruxelloise en ce domaine ? Un élément de réponse a été apporté par la table ronde organisée ce mardi dans l'auditorium de Fortis.

Un premier constat qui fait l'unanimité : Bruxelles possède une piètre image architecturale en dehors de nos frontières. "J'ai été sidérée par la photo représentant notre ville dans un article du journal français Libération relatant la crise politique belge, explique Henri Simons, ex-échevin de l'Urbanisme à la Ville de Bruxelles. Pour moi, cette photo était encore plus affligeante que le propos de l'article lui-même..." Il faut donc impérativement redorer le blason de la capitale européenne qui regorge de potentialité tant économique que culturelle. "Bruxelles doit jouer sur ses spécificités. Elle sera internationale ou ne sera pas. C'est aussi une ville conviviale et il faut garder cet esprit-là." Une convivialité mise à mal par l'afflux massif de bureaux ces dernières années.

Mais au fait, y a-t-il trop de bâtiments consacrés "au dieu travail" à Bruxelles ? Avec une moyenne de 10 m² de bureaux par habitant (par rapport aux 3 et 4 m² par habitant de Paris et Londres, on serait tenté de le croire. "Mais il faut voir de quoi on parle... Il y a par exemple un déficit énorme de bureaux de classe A (les plus modernes et fonctionnels) dans le pentagone, explique Gaëtan Clermont de CB Richard Ellis. Par contre le pourcentage de



■ La cité administrative et l'ancienne Tour des Finances (en rénovation) font partie des 10 "zones leviers" du plan de développement international cher à Picqué.

vacances dans les catégories B et C atteint des chiffres beaucoup plus importants." Surtout en périphérie. Exemple criant dans le quartier de l'avenue Ariane, à Woluwe (près du Cora) qui atteint des sommets avec 40 pc de bureaux vacants. "La concurrence est rude avec le zoning de Diegem dans le Brabant flamand où les taxes sont jusqu'à 25 pc moindres", explique ce promoteur installé dans le quartier. "L'accessibilité des lieux laisse aussi à désirer."

"Il faut aller plus vite"

Dans le plan de Picqué, les institutions européennes seront rassemblées dans un périmètre spécifique autour de la rue de la Loi. Une décision qui a suscité la polémique. Mais cet îlot "doit être encadré urbanistiquement" selon la nouvelle madame "Europe" de la région, Marie-Laure Roggemans, qui veut organiser un concours d'urbanisme pour redessiner le quartier. "Il faut avoir un "skyline". Une idée globale de la silhouette que possèdera tout le quartier, comme cela se fait dans les autres capitales européennes."

Stephan Sonnevile, promoteur d'un ambitieux projet sur le site de l'ancien hôtel Europa, et donc dans le nouveau périmètre du quartier européen, ne se plaint pas de ses nouvelles contraintes urbanistiques. Il a même un léger sourire. "Depuis le temps que nous attendons des orientations politiques. Je sais au moins

dans quelle direction aller." Une direction qu'a encore du mal à trouver Jean Thomas de la CIB, dont le projet à la Cité administrative dépendait de l'ancienne législature. "Avec tous ces permis, on ne s'en sort plus. Il faut aller plus vite. Le temps c'est de l'argent." Un dicton sans doute inventé par un promoteur. "Les nouveaux schémas directeurs sont positifs. Mais si on doit changer les règles après chaque législation, on ne s'en sortira pas."

Le récent mouvement d'implication du pouvoir public dans les nouvelles constructions est unanimement apprécié. "On a vu les catastrophes que cela donnait quand le public s'investissait timidement (Midi) ou de manière non concertée (Tours et Taxis)." Mais jusqu'où va le pouvoir de décision du gouvernement ?

Pour le parlementaire Yaron Pesztat (Ecolo), les concours d'architecture doivent devenir la norme, sous la baguette d'un "bouwmeester" comme cela se fait en Flandre. Un point de vue que ne partage pas l'échevine ixelloise Nathalie Gilson (MR). "Un homme politique doit pouvoir prendre ses responsabilités et ne pas se cacher derrière la décision d'un jury. Si les électeurs ont voté pour lui, c'est aussi pour sa vision urbanistique. Les plus grands projets architecturaux sont par exemple venus en France de décisions politiques (Bibliothèque nationale, pyramide du Louvre avec Mitterrand)."

Raphaël Meulders